

Paris, le 11 décembre 2018

La situation des jeunes LGBTI+ dans le monde : un constat alarmant

Une majorité de jeunes LGBTI+ (lesbiennes, gays, bisexuel·les, trans, intersexes ainsi que non-binaires, queer, pansexuel·les et en questionnement) ne parvient pas à se projeter dans l'avenir, selon la première consultation mondiale sur l'éducation inclusive et l'accès à la santé des jeunes LGBTI+ menée par le MAG Jeunes LGBT avec le soutien de l'Unesco.

Le MAG Jeunes LGBT, avec le soutien de l'UNESCO, publie le rapport synthétique¹ de la consultation mondiale sur l'éducation inclusive et l'accès à la santé des jeunes LGBTI+ rédigée par Gabrielle RICHARD, chercheuse associée au Laboratoire LIRTES, Université de Paris Est-Créteil et à la chaire de recherche sur l'homophobie de l'Université du Québec à Montréal.

Cette initiative vise à présenter les voix des enfants et des jeunes LGBTI+ et leur vision sur la manière de rendre l'Agenda 2030 du développement durable plus inclusif pour cette jeunesse, en mettant particulièrement l'accent sur les objectifs 4 (éducation de qualité) et 3 (bonne santé et bien-être).

L'enquête a été menée auprès de 21.528 jeunes LGBTI+ (lesbiennes, gays, bisexuel·les, trans, intersexes ainsi que non-binaires, queer, pansexuel·les et en questionnement) âgé·es de 12 à 26 ans et venant de 108 pays différents.

Les répondant·es venaient des régions² suivantes : Asie et Pacifique (59,46%) ; Asie centrale/Europe centrale et orientale (19,21%) ; Amérique du nord/Europe occidentale (11,89%) ; Amérique latine/Caraïbes (7,02%) ; Etats arabes (2,15%) et Afrique sub-saharienne (0,27%).

Des expériences de violence scolaire alarmantes et des politiques éducatives inadéquates

A l'échelle mondiale, plus de deux jeunes sur 10 se sentent « *rarement* » (22,02%), voire « *jamais* » (14,89%) en sécurité. C'est dans les États arabes que le sentiment d'insécurité est le plus fort (57,48%) ainsi qu'en Afrique Subsaharienne (35,09%) et en Asie centrale/Europe centrale et orientale (23,03%).

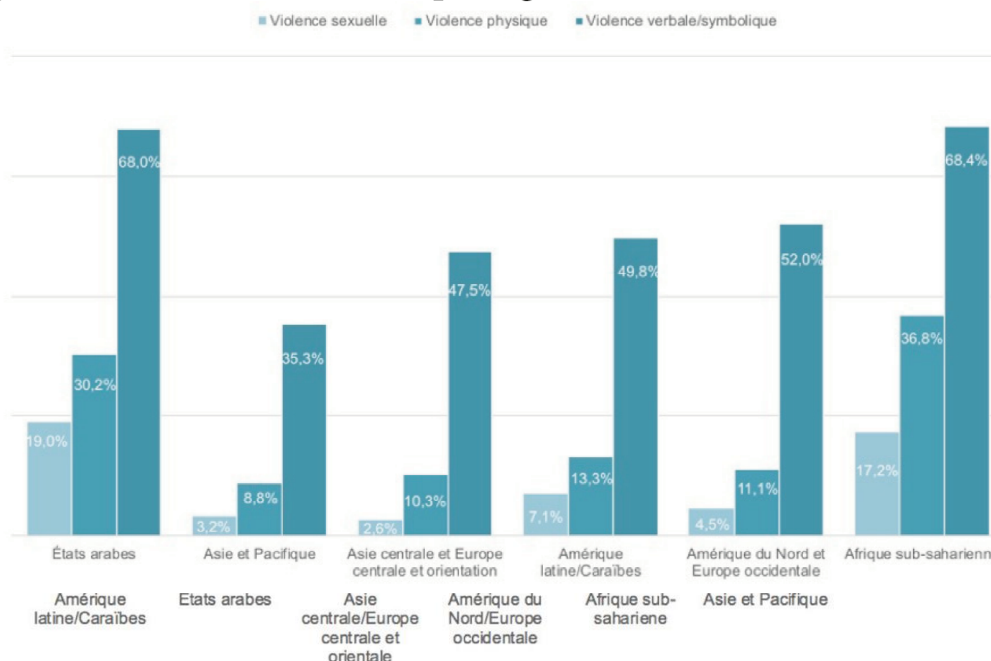
42,41% des jeunes LGBTI+ ont déclaré avoir été ridiculisé·es, taquiné·es, insulté·es ou menacé·es à l'école en raison de leur statut OSIEG (Orientation Sexuelle et/ou d'Identité ou d'Expression de Genre). En France, le chiffre est particulièrement alarmant puisqu'une personne interrogée sur deux (51,78%) assure avoir été victime de violences verbales. La désagrégation par région montre que dans les Etats Arabes et en Afrique sub-saharienne, plus de 68% des jeunes LGBTI+ affirment avoir été victimes de violences verbales. Une personne sur dix (10,45%) a été agressée physiquement à l'école en raison de son statut OSIEG.

¹ Les éditions numériques du rapport synthétique sont disponibles sur : <https://www.mag-jeunes.org/2018/rapport-mondial-sur-les-jeunes-lgbti-avec-unesco>

² La classification par régions établie par l'Institut de statistique de l'UNESCO a été utilisée et les régions d'Asie centrale et d'Europe centrale et orientale ont été regroupés en raison de leur faible niveau d'effectifs respectifs

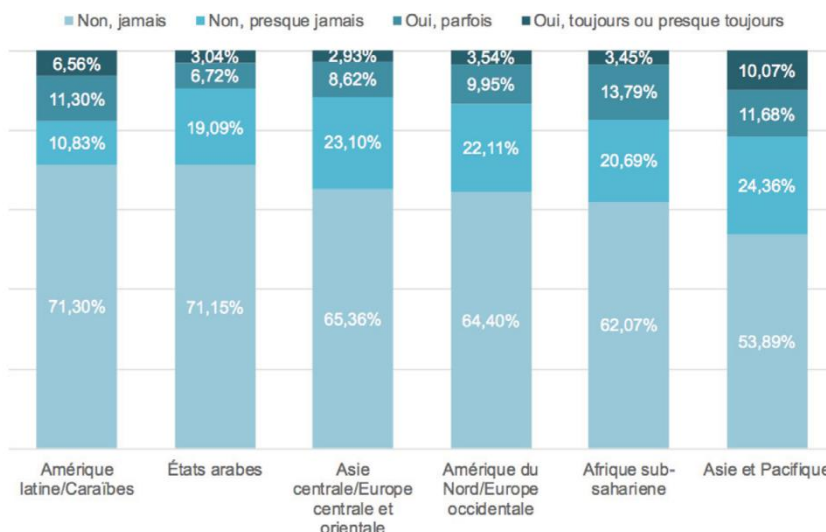
Au niveau international, l'enquête a montré que ce sont majoritairement les garçons/hommes gays ainsi que les garçons/hommes trans et les jeunes intersexes qui sont touchés par ces violences.

Graphique 3. Expériences de violence scolaire, par région



Une majorité de répondant-es (58,82%) considèrent que leurs besoins en tant que LGBTI+ ne sont « jamais » pris en compte par les politiques publiques relatives à l'éducation ou à l'école. Une majorité de personnes interrogées (60,66%) considèrent que leurs besoins en tant que personne LGBTI+ ne sont « jamais » abordés dans les contenus scolaires.

Graphique 4. Pourcentage de répondant-es considérant que leurs besoins ne sont pas pris en compte dans les politiques éducatives, par région



L'exclusion dans l'accès à la santé

Moins d'un cinquième (18,67%) des jeunes LGBTI+ ont parlé de leur identité de genre ou orientation sexuelle à une personne responsable de leur santé. La région a un impact majeur sur les résultats : près de la moitié (47,16%) des jeunes d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale ont rapporté avoir évoqué leur statut OSIEG avec une personne responsable de leur santé, tandis qu'un peu plus du dixième des jeunes LGBTI+ d'Asie et Pacifique (11,35%). 61,29% des jeunes qui ont rendu visible leur statut OSIEG ont déclaré avoir été mal accueilli-es ou ne pas s'être senti-es en sécurité au cours de ces rencontres liées à leur santé.

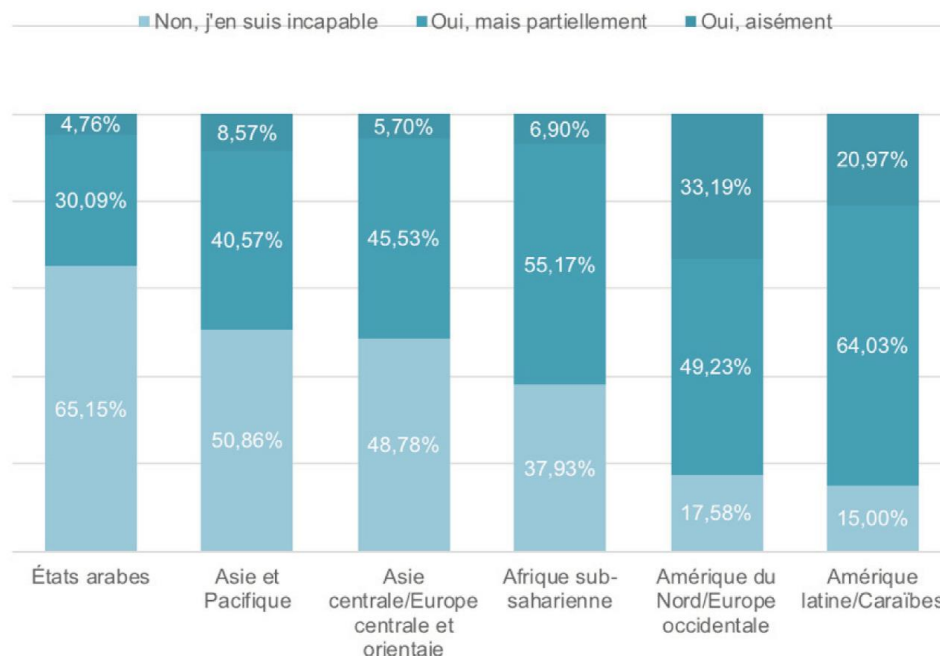
Concernant les jeunes qui n'ont pas souhaité dévoiler leur statut OSIEG, plus du tiers des jeunes ont déclaré craindre que leurs informations personnelles ne soient divulguées à des tiers (37,60%) ou faire l'objet de jugements (36,24%). Enfin, un quart (26,40%) d'entre eux ont estimé qu'aucun spécialiste n'était disponible pour les personnes LGBTI+.

Sentiment d'exclusion par les autorités publiques et dans la société

Neuf jeunes LGBTI+ sur 10 (91,02%) ont déclaré avoir le sentiment que les jeunes LGBTI+ n'étaient « jamais » ou « presque jamais » pris-es en compte par les autorités de leur pays lors de la prise de décision ; une majorité (57,31%) estimant que ce n'était « jamais » le cas. Cette proportion n'est guère mieux en France où 81.10% des jeunes LGBTI+ estiment ne pas importer aux yeux des autorités.

Le dernier élément inquiétant de l'enquête est que seulement un-e répondant-e sur dix (11,73%) a déclaré être en mesure d'envisager son avenir en tant que personne LGBTI+ dans son pays. En France, plus de la moitié (51.31%) des personnes interrogées disent ne pouvoir se projeter que « *partiellement* » dans le futur.

Graphique 7. Capacité à envisager l'avenir en tant qu'adulte LGBTI+, par région



Des résultats « dramatiques »

Autant de constats qui inquiètent les auteur-es de cette enquête, comme Gabrielle Richard qui conclut, amère :

« Le portrait des expériences des jeunes LGBTI+ que permet de tirer cette consultation globale est négatif, voire dramatique, et devrait être interprété comme une sonnette d'alarme par les organisations internationales comme par les pouvoirs publics locaux. Il n'est pas normal, en 2018, que l'école et le système de santé, des lieux qui devraient par définition se faire accueillants pour les jeunes LGBTI+, soient au contraire ceux par lesquels se joue et se reconduit leur exclusion. »

Pour Omar Didi, coprésident du MAG Jeunes LGBT, cette enquête malgré les données alarmantes aidera à changer la situation des jeunes LGBTI+ :

« Nous espérons que les résultats de cette enquête serviront à construire des politiques publiques inclusives des jeunes LGBTI+. Puisque nous avons des données chiffrées, les associations LGBTI+ peuvent s'en saisir et les utiliser dans notre plaidoyer. Nous avons exploité les données pour créer deux rapports thématiques, un

pour la Chine et un pour La Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan qui accompagnent les rapports synthétiques mondiaux. Nous prévoyons de publier d'autres rapports thématiques et un rapport plus poussé pour l'année 2019. Les défis sont nombreux pour que les jeunes LGBTI+ dans le monde entier aient accès à l'égalité des chances et l'égalité des droits sans craintes d'exclusion ou de marginalisation. Comme nous le démontrons dans nos luttes quotidiennes au MAG Jeunes LGBT et avec cette enquête, la première étape est de nous écouter. »